



Les pourparlers de paix entre le gouvernement et les séparatistes anglophones sont à l'arrêt en raison de la lutte d'influence que se livrent le Premier ministre, Joseph Dion Ngute, et le secrétaire général de la présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh.

Le 2 juillet, [le leader sécessionniste emprisonné Sisiku Ayuk Tabe](#) annonçait sur les réseaux sociaux avoir discuté avec le gouvernement camerounais d'un cessez-le-feu sous l'égide des Nations unies. Par la suite, sur instruction de [Ferdinand Ngoh Ngoh, le secrétaire général de la présidence \(SGPR\)](#), le ministre de la Communication René Emmanuel Sadi a estimé via un communiqué que cette information n'était pas « conforme à la réalité ». Depuis lors, les deux parties n'ont plus été en contact.

Réseaux issus des royautés locales

Or, selon nos informations, une délégation composée d'une dizaine de sécessionnistes conduits par Ayuk Tabe a bel et bien rencontré le 2 juillet **Maxime Eko Eko**, le patron de la Direction générale de la Recherche extérieure (DGRE), le service camerounais de contre-espionnage. Les « Ambazoniens » ayant exigé que cette rencontre se tienne en terrain « neutre », l'Église catholique a été sollicitée pour prêter le Centre épiscopal de Mvolyé. Situé dans la capitale camerounaise, il a été choisi pour abriter les discussions auxquelles assistaient six autres représentants de l'Etat

Les exigences des séparatistes

Sisseku Ayuk Tabe, le président autoproclamé de la République imaginaire de l'Ambazonie, énumère, dans une lettre écrite depuis sa cellule de prison de Yaoundé, les conditions sans lesquelles il ne peut pas accepter de dialoguer avec le gouvernement camerounais.

Il exige notamment un cessez-le-feu complet dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, en plus de la libération de tous les prisonniers détenus depuis le début de l'insurrection menée dans les zones anglophones du pays.

Selon lui, le dialogue ne sera possible que s'il s'agit de négocier les conditions d'une indépendance des deux régions anglophones du Cameroun.

Mais la sécession est le seul point de désaccord entre les deux parties, le gouvernement et les séparatistes.

Les autorités gouvernementales soutiennent qu'elles ne discuteront pas de l'indépendance des régions anglophones, une position réitérée cette semaine par le ministre camerounais des Relations extérieures, Lejeune Mbella Mbella.

Ce n'est pas le seul point de désaccord, car les séparatistes veulent que les pourparlers aient lieu sous la supervision des Nations unies et à l'étranger. Une proposition qui, pour le moment, ne convient pas aux autorités gouvernementales. Selon Lejeune Mbella Mbella, les pourparlers doivent se tenir au Cameroun. Le gouvernement se veut catégorique sur cette question : le conflit sera réglé sans intervention étrangère.

La crise a éclaté sous la forme d'une grève en 2016, qui a été suivie d'une série de violences qui ont fait plus de 2 000 morts, selon les Nations unies.

Elles estiment que plus d'un demi-million de Camerounais ont été obligés de quitter leur lieu de résidence à cause des violences pour se retrouver dans d'autres parties du pays ou à l'étranger. Ce bilan de la crise en zone anglophone est contesté par le gouvernement. Le Cameroun est un pays bilingue, mais certaines populations des régions anglophones se sentent marginalisées par l'État.

Jeune Afrique
